

Synthèse de la soirée-débat du 3 décembre 2015, sur le thème :

Pour nos frères, les réfugiés : que faire ?

Avec Jérôme Vignon, Président des Semaines Sociales de France, Paul de Montgolfier sj et Marcela Villalobos-Cid, au sein du Service Jésuite des Réfugiés (JRS France), respectivement Directeur et Coordinatrice du Programme Welcome en France

Jérôme Vignon

L'Europe et la France sont interpellées par la question des réfugiés. C'est une question inédite posée par une situation sans précédents et dont l'issue est incertaine. Face à cette question, nous devrons faire preuve de lucidité, une lucidité ouverte sur l'avenir. Les migrants incarnent une part de notre avenir. Il nous faut pouvoir les accueillir.

C'est une situation différente de celle des boat people ou des pieds noirs, par une ampleur et une régularité jamais connue depuis la guerre, compte-tenu de la multiplicité des conflits au Moyen-Orient et en Afrique de l'Est. Le nombre de réfugiés a augmenté de plus de 20% par an depuis 2010; ils étaient 300 000 en 2013, 600 000 en 2014 et seront sans doute 1 million en 2015. Une part importante restera, même s'ils ne sont pas reconnus réfugiés. L'Allemagne, qui a besoin de 250 000 immigrés par an pour faire face à sa démographie déclinante, en accueillera cette année sans doute plus de 800 000. Il faut prendre la mesure du phénomène et s'engager sur la voie sans en connaître toutes les conséquences. C'est comparable à ce qui a été fait au moment de la réunification.

Cette augmentation est due à la chute des digues en Turquie (dont la position est ambiguë), au Liban, en Egypte. Ça ne peut pas durer indéfiniment, mais cette rupture est brutale. Le nombre de conflits en cours (Soudan, Erythrée, Syrie, Irak, Afghanistan, ...) est inédit depuis la seconde guerre mondiale.

D'où l'inquiétude des populations, avec par exemple en Allemagne l'opposition du mouvement Pegida. Mais le rôle des chrétiens est de faire ce qui est attendu, même avec des inconnus, et d'éveiller des changements.

Il y a cependant des aspects positifs, qui montrent que c'est possible :

- Pour la première fois, l'Europe a organisé un processus de solidarité (relocalisation de 160 000 réfugiés en 2 ans).
- Elle a fait le choix de la solidarité en maintenant les frontières de Schengen et avec une politique commune sur l'accueil.
- Quelques pays germaniques ont ouvert un couloir direct d'accès pour 400 000 réfugiés à partir des camps situés au Moyen-Orient, ce qui était impensable il y a 2 ans.
- La politique étrangère de l'Europe se renforce sur le développement, l'émigration, l'aide au retour. Il faut, là, plus d'Europe et pas moins d'Europe.
- La mobilisation est très forte partout en Europe de la part des associations, des mairies, des Eglises pour organiser un accueil.

Autre aspect à considérer : le potentiel des réfugiés, leurs compétences, leurs métiers. Une enquête du Secours catholique a montré que, à Calais, la moitié avait une compétence de cadre moyen, la moitié également avait une expérience professionnelle, ce qui devrait leur faciliter l'accès à l'emploi.

Tous ont le projet d'aider leur famille restée dans leur pays d'origine. Ce qui montre qu'il y a un autre régime migratoire : la migration « circulaire », porteuse de développement chez eux.

Il faut donc « aller vers », ce que vont évoquer Paul de Montgolfier et Marcela Villalobos-Cid.

La France reçoit 60 000 demandes d'asile par an, dont 23 000 sont acceptées, largement moins que l'Allemagne ou la Suède. La France a accepté de recevoir 30 000 réfugiés sur les 160 000 à relocaliser. C'est beaucoup. Ne méprisons pas cette prise de responsabilité gouvernementale, on part de loin. Mais le processus d'instruction des demandes d'asile est extrêmement lent et est sclérosé ; de plus les réfugiés ne peuvent chercher du travail tant qu'aucune autorisation de séjour n'est délivrée, ce qui ne favorise pas l'intégration. Cela crée de la souffrance pour les migrants et pour les Français qui les côtoient.

Des réformes sont en cours, mais l'opinion publique doit être mise en confiance. C'est là que se joue notre responsabilité. Notre avenir est leur avenir. Mais il faut le réaliser politiquement or le monde politique doit affronter le refus d'une partie de la population. Il faut donc choisir d'accueillir ou de reconduire. Et il faut que la société civile et le tissu associatif contribuent à faire bouger les lignes.

Paul de Montgolfier

Quelques définitions: en France, un réfugié est une personne qui a demandé la protection de la France et qui l'obtient pour 1, 5 ou 10 ans ; au sens anglais, c'est une personne déplacée de force. Un émigré est une personne qui quitte son pays ; un immigré est une personne qui arrive dans un pays ; « immigré de la deuxième génération » n'a donc aucun sens.

Les migrants sont un phénomène ancien. Les motivations peuvent être économiques, climatiques ou politiques (guerre, persécution, exclusion ethnique). Certains veulent distinguer les bons migrants, dont les motifs sont politiques, et les mauvais, dont les motivations sont économiques. Pour JRS, il n'y a pas de mauvais migrants : tous ont le droit de venir pour sauver leur peau. Leur nombre augmente très vite et cela va s'accélérer avec les migrants climatiques.

Ils sont dans des camps mais ce n'est pas du camping. Et le Liban est mieux que Calais. La réaction majoritaire pousse l'Union à dresser des barrières et à créer Frontex. Mais les barbelés n'empêchent pas de passer ; cela conduit juste les migrants à risquer leur vie un peu plus. On ne les arrêtera pas avec des murs.

Qu'est-ce que le Service jésuite des réfugiés (JRS) ? Il a été créé au début des années 80 par le Supérieur général des jésuites, le père Aruppe, inspiré par la Parole de Dieu et le magistère. Il est présent dans 50 pays, mobilise 1 400 volontaires et a accueilli en 2014 plus de 900 000 personnes dans le monde. En Europe, Il est présent dans 26 pays ; la France s'y est intéressée depuis moins de 10 ans. La population ciblée est celle des demandeurs d'asile à la rue.

Marcela Villalobos-Cid

Un constat : les réfugiés sont le plus souvent à la rue. JRS a donc créé le projet "Welcome en France". Le principe est simple : des familles ou des communautés religieuses s'engagent à accueillir un demandeur d'asile pendant un mois, un mois et demi, et pas plus. Chaque accueilli accepte librement l'accueil proposé par une famille.

Il permet aux personnes accueillies de reprendre confiance pour poursuivre leur parcours. Et cela transforme le regard des accueillants et des accueillis, qui sinon ne verrait que la police ou les travailleurs sociaux. C'est un pas vers l'intégration, cela les conduit à aimer le pays et crée des liens durables. Ils ont du prix pour quelqu'un.

La famille d'accueil s'engage pour 4 à 6 semaines ; elle fournit la chambre, le petit déjeuner et un repas par semaine. Nous n'accueillons pas « toute la misère du monde » mais toute sa richesse. Nous proposons des cours de français et une intégration culturelle festive avec « Welcome jeunes », animée par des demandeurs d'asile ; ils vont raconter leur pays, par exemple l'Afghanistan, mais ils ne parlent pas des aspects politiques. Nous les accompagnons aussi vers la formation professionnelle (quand ils ont obtenu le statut de réfugié) et nous fournissons aussi une aide juridique.

Aujourd'hui aussi nous tentons des expériences pour accompagner la dimension spirituelle avec nos amis musulmans, bouddhistes, chrétiens ; c'est une expérience de vivre ensemble, sans prosélytisme.

Paul de Montgolfier

Le retour d'expérience est positif car les réfugiés accueillis "ont la niaque" et veulent s'en sortir. Notre association est petite, ses actions sont modestes et nous ne pouvons pas résoudre le problème seuls. Mais nous permettons à chacun de porter ses difficultés sans être écrasé. Le demandeur d'asile a toujours son fardeau mais il reste debout, il ne plie pas. C'est la relation qui permet cela.

Il existe 15 collectifs locaux du réseau actuellement en France et le nombre explose depuis septembre. Nous collaborons avec des associations partenaires. Que pouvez-vous faire pour nous aider ? Si vous êtes sensibles à l'accueil des réfugiés, faites le savoir, faites pression sur les élus.

Il faut que l'Etat fasse son devoir, à savoir héberger. Notre responsabilité, c'est de faire entendre notre voix, contre d'autres qui donnent de la voix. Nous respectons le rôle de l'Etat. Le nôtre est de créer du lien social,

de l'estime réciproque, de l'amitié. On peut manger, s'habiller, même se loger gratuitement, mais il leur est difficile de rencontrer des Français, car nous ne les voyons pas.

Questions :

Pourquoi nous est-il difficile de mettre un visage sur ces personnes ?

PdM – Je ne sais pas si je saurais répondre au « pourquoi ». Ce que je peux vous dire c'est que j'ai vu aujourd'hui un monsieur, un ancien militaire, qui va depuis 3 ans à la rencontre de ces réfugiés en donnant des cours de français. Il m'a dit cette phrase extraordinaire : « la rencontre de ces réfugiés donne pour moi de la couleur à l'Evangile, un visage à l'Evangile ».

JV – Il y a quelque chose qui nous fait réfléchir : ce sont les régions de France où le nombre de réfugiés est le plus faible qui ont le plus de difficultés, avec le voile par exemple. Il faut être soi-même en confiance pour faire le premier pas de l'accueil. « Aime ton prochain comme toi-même » ; si tu ne sens pas aimé dans ton pays, ce qui est le cas de beaucoup de nos compatriotes, il est difficile de se porter à la rencontre d'un autre. JRS ne supprime pas l'obstacle politique ; c'est la communauté nationale qui accueille et, pour accueillir, il faut qu'elle ait confiance en elle-même. J'aime bien la parabole du fils prodigue : le père (comprendons ici l'Etat) doit affronter le ressentiment de celui qui est resté. Il faut ce père miséricordieux qui dise je vous aime tous les deux. Or en politique, il n'y a pas de père miséricordieux, c'est la nation qui doit être capable de dire à tous ses enfants « même si vous n'avez pas réussi, si vous avez des difficultés, vous ne serez pas moins bien traité que les nouveaux qui arrivent ».

Je veux aussi revenir sur le discours portant sur les bons et les mauvais migrants. Le nier ou l'ignorer rend difficile le partage d'une volonté générale.

MVC – Welcome n'est pas un monde de bisounours, le principal est que la personne soit accompagnée, que les rencontres soient organisées. Il faut de la confiance des deux côtés mais d'abord il faut oser aller à la rencontre.

- Environ 4 000 propositions d'engagement au Secours catholique en septembre ; et à JRS ?

- Peut-on « choisir » la personne à accueillir ?

- A qui s'adresser, si l'on a un appartement disponible ?

- Pourquoi JRS ne propose qu'un accueil de 4 à 6 semaines ?

PdM – Ce ne sont pas de petits chatons qu'on peut choisir ! On peut accepter certains contraintes mais pas « je veux un chrétien syrien venu à la nage ». Une limite : on ne peut pas accueillir des familles avec enfants, en particulier car on ne peut pas les faire circuler pour des raisons d'école.

Durée limitée : c'est pour éviter un surinvestissement affectif. Cela rendrait les deux personnes dépendantes, avec un risque de déresponsabilisation de la personne accueillie. Dans la durée ce lien casse souvent, et quand il casse, ça fait très mal de part et d'autre. C'est aussi plus commode pour les familles accueillantes qui savent quand elles peuvent disposer à nouveau du logement. Et c'est bon pour les personnes accueillies de voir différents styles de vie familiale.

MVC – Nous avions du mal à trouver des familles d'accueil. Nous avons fait un appel et depuis septembre, 3 000 personnes se sont présentées, mais il faut préparer l'accompagnement et ça prend du temps. Mais vous pouvez voir aussi ce qui se fait à Rueil avec d'autres associations comme la Cimade ou avec d'autres types d'actions de proximité.

- Questions sur la peur de nos concitoyens :

- Comment ne pas avoir peur des autres ?

- Ne faut-il pas s'occuper d'abord de la misère en France ?

- Vous avez dit : « se laisser transformer ». Pourquoi abandonner notre identité, alors que les réfugiés veulent garder la leur, parfois de manière agressive ?

JV – Comment exorciser les peurs de nos compatriotes, et les nôtres ? Il faut donner une perspective. Il faut donner un logement, une allocation santé, mais pas faire de la charité. L'état de droit doit s'appliquer, il faut donc une politique migratoire. Il faut proposer quelque chose d'ambitieux et de faisable, que notre politique étrangère ait une perspective de long terme. Tout n'est pas possible, mais il faut orienter le droit vers quelque chose de digne.

PdM – Une mère n'a pas d'enfant préféré mais s'occupe de celui qui en a le plus besoin. Certains politiques comme au Front National veulent d'abord aider leur famille, puis leurs amis, ... : ils se mettent au centre. Jésus Christ renverse la question : « de qui s'est-il montré le prochain ? ».

Il faut mettre en œuvre des critères simples : celui qui en a le plus besoin, celui dont personne d'autre ne s'occupe, celui qui portera du fruit si on le met debout. Mais il ne faut pas tomber dans le piège de monter une catégorie vulnérable contre une autre.

JV – C'est peut-être un peu plus complexe que la comparaison Front National - J. C. ... Il faut se référer à la Doctrine sociale de l'Eglise. C'est le politique qui accueille. Le premier droit de ces personnes est de vivre dans leur pays. Nous sommes loin d'avoir fait ce qu'il fallait. Ne pas oublier que les migrations peuvent être circulaires. Nous ne sommes pas dans une situation sans issue. Un pays peut, s'il invoque le bien commun de sa communauté, limiter l'accueil. On peut faire exception.

A Strasbourg, le Pape François a affirmé devant les parlementaires que la Méditerranée ne devait pas être un cimetière et que les Européens sauront inventer les politiques assurant la fraternité, s'ils puisent dans leur identité.

MVC – Il faut pouvoir montrer plus d'exemples. On peut apprendre à aimer un pays sans renier le sien. Pour moi le Mexique. Mes parents n'étaient pas contents de me voir partir mais j'ai un mari français et une belle-famille française.

- Pourquoi l'aide au développement ne progresse pas alors que la population de l'Afrique devrait atteindre 2 milliards en 2050 ?

- Question pour Jérôme Vignon : quels sont les enseignements de sa mission à Calais ?

JV – L'aide au développement de l'Afrique est marquée par la concurrence entre les Européens, l'Amérique et le Chine. Il faudrait aller vers un processus de co-développement comme le recommandait Michel Rocard, que l'Europe se dote d'un dispositif de coordination, comme elle l'a fait pour l'Europe Orientale. Il faut diffuser les bonnes nouvelles et donner courage aux Français.

Calais a été pour moi une expérience bouleversante. J'ai été en contact avec des associations qui montrent la générosité et la compassion foncière d'une région pauvre, qui, avec les services de l'Etat, sont tous habités par le souci de faire bien, mais qui sont confrontés à des difficultés, en particulier l'attitude du Royaume-Uni qui refuse d'accepter que les demandes d'asile se fassent à Calais. Le problème vient en effet de ce qu'ils refusent de vivre en France. Le gouvernement est allé très loin, en déplaçant les gens même sans demande d'asile en France mais il reste un noyau d'irréductibles qui ne veulent pas de cette solution. Il faudrait assouplir le règlement de Dublin pour trouver d'autres pays d'asile.

Le dialogue n'est pas épuisé mais c'est l'Etat qui est responsable du respect des accords internationaux, qui doit veiller à la sécurité des transports et à celle des migrants. J'ai confiance dans la droiture du Ministre de l'intérieur actuel, dans la coopération avec le Royaume-Uni et les pays germano-nordiques.

C'est une situation qui demande beaucoup de courage aux acteurs en présence.
